

10 octobre 2013 – ENS

Séminaire « Mondialisations : concepts, enjeux, échelles »

Compte-Rendu : Magali Reghezza et Cynthia Ghorra-Gobin

Martine Azuelos, Mondialisation vs globalisation

La mondialisation est un objet *complexe*, un objet *d'étude* complexe. La complexité est due à l'objet lui-même : la mondialisation est un fait, le travail du chercheur est de penser, donner sens à cet réalité. C'est là que l'enracinement du chercheur dans une discipline. Le paradigme conduise à formater l'objet.

M. A. est angliciste de formation, avec une formation parallèle d'économie internationale : devenue spécialiste de l'aire culturelle américaine. Ce positionnement par aire culturelle donne une certaine ouverture. Volonté de relier cette aire culturelle (le monde anglo-saxon) aux questions économiques : y a-t-il une spécificité de l'aire anglo-saxonne. Ouvrage publié sur les dynamiques de la mondialisation : comment les économies anglo-saxonnes ont impulsé le mouvement.

Dans les années 1990, il n'existait pas de spécialistes de l'économie de la mondialisation. Il fallait aller chercher ce que disaient les spécialistes de l'économie internationale, mais ça ne suffisait pas. Ils traitaient des échanges, du commerce, et ça ne suffisait pas. La financiarisation, c'était le domaine de la finance. La question des firmes relevait de l'économie industrielle. L'économie politique internationale permettait de saisir le rôle des États.

La mondialisation est un processus : il fallait donc en explorer ses racines dans l'histoire économique. *Globalization, a millenium perspective*.

Toujours dans les années 1990, travail sur la mise en place de l'ALENA : phénomène d'intégration régionale, aussi en relation avec la question de la mondialisation, mais pas à la même échelle. Ce qui était intéressant, c'était la contestation de cet accord de libre-échange au sein de la société américaine. Quand on parle de l'alter-mondialisme en Europe, on a l'impression que c'est une contestation de l'américanisation du monde. Or, la contestation était très importante en interne. Mais on ne parlait pas d'*anti-globalization*. Pour désigner la globalisation, on parle de *free-trade* : on utilise alors un adjectif, *fare-trade* (ce mot se traduit par commerce équitable, mais aussi une autre mondialisation qui ne mette plus en avant le capitalisme, qui mette en avant des échanges plus équitables. Il est de fait assez proche d'alter/anti-mondialisation).

1. Comment penser la mondialisation économique ?

Qu'a d'inédit la « globalisation » qui en constitue la phase contemporaine ?

2. La mondialisation est un processus de long terme. La globalisation est la phase contemporaine marquée par la financiarisation.
3. La crise de la mondialisation

1. La mondialisation

C'est un processus : quelque chose de non statique, de pas figé.

>Processus *d'interaction* d'agents économiques (individus, entreprises, États) : interaction recoupe la notion d'échange (flux) mais aussi de réseau ;
> dont il résulte une *intégration* accrue entre différents territoires et différents marchés, et une interdépendance entre État.

La mondialisation économique est à penser dans le temps long : c'est une dynamique. Les strates se superposent mais ne s'effacent pas : elles s'additionnent, se combinent et se recomposent.

La globalisation est la forme contemporaine de la mondialisation qui se caractérise par la financiarisation et par l'apparition du transnational.

Ce mouvement est parti d'Europe, avec la naissance du capitalisme moderne. Les phénomènes qui donnent naissance à la mondialisation préexistent à la création des États-nation : capitalisme marchand (les premiers acteurs sont des individus, les marchands, agents économiques autonomes) au moyen-âge. Le mouvement conduit au capitalisme industriel (1860's), avec un lien étroit entre le politique et l'économique. S'incarne au XVIIIe dans un ensemble de pratiques appelé mercantilisme, qui traduit le lien entre politique et économique : ainsi en Angleterre, des groupes de marchands capitalistes s'associent dans des compagnies à chartes qui s'organisent dans des sociétés par action et la couronne d'Angleterre leur donne le monopole (par exemple la compagnie des Indes, qui verra son monopole achevé en 1773). Enrichir la nation pour accroître sa puissance : l'économie est au service de la puissance politique. D'où le protectionnisme : encourager les exportations pour stimuler la production intérieure.

La deuxième étape, c'est le capitalisme industriel : la source de l'enrichissement n'est plus le commerce mais l'industrie. On passe d'une pratique mercantile au libre-échange. Montée en puissance de l'idéologie libérale. Ce libéralisme culmine avec la première mondialisation (1870's-1914) : progression du volume des échanges internationaux, mais essor des investissements directs étrangers, avec l'émergence des firmes multinationales, qui sont justement des vecteurs de l'investissement direct étranger. Ces firmes deviennent les principaux agents de cette mondialisation, les États-nations accompagnant ce processus.

Dans un 3^e temps, après le repli lié à l'entre-deux guerres, on a un nouvel essor de la mondialisation dans le monde bipolaire. La division du monde constitue un obstacle à la mondialisation. La chute du mur faisant tomber ces divisions, il y a possibilité d'une mondialisation.

La globalisation n'est pas ici une rupture : c'est une continuité dans laquelle le processus de mondialisation s'accélère et s'approfondit. Comme dans les étapes antérieures, on a intensification des flux commerciaux et forte progression des investissements directs à l'étranger. Mais elle s'accompagne aussi d'une explosion du volume de mouvement des capitaux : c'est pour cela qu'on accole l'adjectif financier.

2. Ce que la « globalisation » a d'inédit

Comment analyser ces processus ? La référence à des indicateurs est utile pour comprendre le phénomène. Il existe toute une série d'indicateurs qui voient le jour pour permettre aux économistes de préciser ce que c'est que cette mondialisation contemporaine.

Les indicateurs montrent une recomposition des flux : l'idée de régionalisation est très importante. De plus en plus, les économies commercent et échangent au niveau mondial, mais échangent et surtout dans des logiques de proximité selon des cadres régionaux. C'est plus le développement des échanges intra-zone qu'interzone qui prime. La logique régionale prime sur la logique mondiale.

Idée de globalisation productive : les firmes globales se substituent aux firmes multinationales. On n'est plus dans le développement de filiale, qui développerait une relation de subordination par rapport à la maison mère, mais dans une dissémination des différentes activités en exploitant l'avantage comparatif des états dans lequel elles s'implantent.

Ces firmes globales développent aussi des marques, qui créent cette dimension culturelle transnationale, alors que subsistent des obstacles importants aux migrations, ce qui est une différence notable avec la 1^{ère} mondialisation

La globalisation financière est un 3^e aspect : intégration mondiale des marchés de capitaux, qui s'accompagne de la montée en puissance d'un capitalisme patrimonial (rôle de l'actionnariat, court-termisme, rentabilité financière qui prend le pas sur les autres logiques). On a une accélération des fusions/acquisitions transfrontières, dans des logiques transnationales, avec des changements de nom. Ce nom gomme toute référence au passé et à l'enracinement national. Ces firmes nationales, qui sont devenues des groupes mondiaux (*global corporation*). La logique actionnariale encourage aussi la spéculation qui donne naissance à des crises. La dernière crise financière se diffuse *instantanément* et ça c'est aussi inédit : la chute de *Lehman Brothers* en 2008 se diffuse immédiatement à Hong Kong. Le système est d'autant plus fragile qu'il y a une forte progression de la liquidité monétaire (dette) et une instabilité systémique et à la crise de la dette souveraine actuelle. Le terme « souverain » est ici intéressant car il remet l'accent sur l'État : les États face à la crise mondiale qui atteint individuellement chaque économie nationale, ont eu recours à des politiques de relance et qui ont été contraint d'intervenir pour sauver les banques, se sont endettés.

3. La crise remet-elle en question le processus ?

La crise actuelle naît aux EUA (2006-2012). Elle naît d'une crise immobilière, liée à l'effondrement des prix de l'immobilier, qui entraîne la crise des *subprimes*. Les ménages américains se sont fortement endettés pour acheter pendant la bulle immobilière et qui ne peuvent plus rembourser face à l'augmentation des taux d'intérêts. Les banques américaines, encouragées par le politique et une législation laxiste, accordent des prêts à des ménages insolubles. Les banques s'engagent dans cette fuite en avant parce que l'innovation permet grâce à la titrisation d'externaliser le risque sur les marchés financiers. On passe de l'immobilier aux banques, puis aux marchés financiers. Le jour où la valeur de l'actif sous-jacent disparaît, les actifs titrisés perdent de la valeur. L'ensemble des banques, mais dans le monde entier, s'est porté acquéreur de ces actifs toxiques. Or, plus un actif est risqué, plus il est rentable. Tant que le marché progresse, il est intéressant d'acheter ces actifs. À partir de 2008, on passe à une crise financière qui quitte les EUA car la finance est mondialisée. Le premier canal de transmission de la crise, ce sont les marchés. Le second, ce sont les économies réelles. En 2007, l'économie américaine, qui représente 20 à 25% du PIB mondial, entre en récession. Elle entraîne un ralentissement des échanges et des investissements. On passe d'une crise financière à une crise économique. Certains pays sont moins touchés : le Canada, mais aussi les pays émergents, qui connaissent quand même un ralentissement de la croissance.

À partir de 2010, crise de la dette souveraine. En réponse à la crise, les gouvernements se sont prodigieusement endettés : plan de relance, sauvetage des banques, etc. La dette pose problème car les États qui s'endettent perdent une partie de leur souveraineté en passant sous « contrôle », en devenant soumis à une évaluation du risque que comporte cette dette par le biais des agences de notation.

La crise se caractérise aussi par de nouveaux termes et de nouveaux acteurs. Le terme de « démondialisation » apparaît par exemple. Il existe un équivalent anglais, « *deglobalization* » qui ne veut pas du tout dire la même chose. « Démondialisation » appelait à un retour en arrière, en particulier, par l'érection de barrières protectionnistes. En anglais, « *deglobalization* » signifie plutôt, est-ce que la crise va remettre en question le processus, est-ce qu'on va revenir en arrière ?

La crise remet-elle en question le processus ? Reprise de la croissance mondiale à partir de 2010, progression des échanges internationaux, des indices boursiers, de l'IDE.

En conclusion, on pourrait pencher pour une réponse négative. La globalisation telle qu'elle s'est caractérisée dans les années 1990-2000 évolue. On est peut-être entrée dans une nouvelle étape. Dans la période actuelle, la crise de la dette et l'écart entre les économies des Nord et des pays émergents montrent qu'un assiste à l'émergence de nouveaux équilibres notamment autour du couple « chinamérique » (qui est un nouveau terme). En dépit des efforts déployés en 2008, les risques systémiques liés à la globalisation financière restent insuffisamment maîtrisés et la question de la gouvernance de l'économie mondialisée reste posée. Le retour du politique reste important.

L'intervention de Martine Azuelos a permis d'explorer la dimension économique de la mondialisation (soit la mutation du capitalisme) et de comprendre les ressorts de la crise financière et économique. Elle a par ailleurs distingué, au travers du choix précis de mots et concepts le temps long de la mondialisation de la phase actuelle des processus en cours. Elle a également souligné la nécessité de contextualiser les mots et concepts qui sont loin d'être équivalents quand on passe de la langue anglaise à la langue française (ex. *globalization, deglobalization*).